

faire beaucoup mieux et nous garantissons que nous améliorerons la situation. C'est certain.

Des voix: Bravo!

* * *

LES ARMES SPATIALES

L'INITIATIVE DE DÉFENSE STRATÉGIQUE DES ÉTATS-UNIS

L'hon. Jean Chrétien (Saint-Maurice): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Étant donné qu'un groupe consultatif sur le désarmement et un conseiller en armements auprès du gouvernement du premier ministre ont exprimé leur désaccord avec sa politique sur la guerre des étoiles et sachant en outre que dans les universités et un peu partout dans notre pays, l'opposition à la guerre des étoiles prend de plus en plus d'ampleur, le premier ministre aurait-il l'obligeance de répondre à la question suivante? L'ambassadeur pour le désarmement auprès des Nations Unies, nommé par le gouvernement, a dit aux 2,500 membres du groupe «Physicians for Social Responsibility» réunis à Toronto, samedi, de descendre dans les rues du Canada manifester leur opposition à la folie de la guerre des étoiles. Le premier ministre aurait-il l'obligeance de nous confirmer s'il s'agit bien là de la nouvelle politique du gouvernement?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, il s'agit là d'une interprétation plutôt libre des paroles de l'ambassadeur.

Une voix: Il est toujours en fonction?

M. Clark (Yellowhead): Ce qu'a suggéré l'ambassadeur pour le désarmement, c'est que les Canadiens fassent un libre usage, comme ils l'ont fait dans le passé, des valeurs que nous défendons ici, les valeurs de la liberté, pour manifester leur opinion, même s'ils ne sont pas d'accord avec le gouvernement. Cette expression de l'opinion, ces valeurs, notre gouvernement les appuie activement.

Pour ce qui est du groupe consultatif, il est exact qu'il a présenté un rapport. Il est exact que ce rapport présente des divergences avec certains des points de vue du gouvernement. Il est aussi exact que lorsque le député était secrétaire d'État aux Affaires extérieures, il s'est bien abstenu de nommer un groupe consultatif sur le contrôle des armes et le désarmement, parce qu'il n'avait que faire de l'opinion des gens qui ne faisaient pas partie de son gouvernement.

[Français]

L'INITIATIVE DES ÉTATS-UNIS—LA CONSULTATION AVEC LE PEUPLE CANADIEN—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

L'hon. Jean Chrétien (Saint-Maurice): Monsieur le Président, comme le premier ministre ne veut pas répondre à cette question, je vais en poser une supplémentaire au secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

Nous avons formé l'Institut pour la paix et nous avons présenté un projet de loi ici devant ce Parlement auquel s'opposait le très honorable secrétaire d'État aux Affaires extérieures et, aujourd'hui, il essaie de s'en servir, et c'est une initiative de ce gouvernement. Mais étant donné l'engagement pris par ce gouvernement de consulter les Canadiens, et étant donné que l'opposition grandit chaque jour contre la «guerre des étoiles»

dans ce pays, est-ce que ce gouvernement va remplir ses obligations de consulter les Canadiens, et laisser expirer le délai arbitraire de 60 jours imposé par le Président Reagan sur la «guerre des étoiles», et demander l'avis des Canadiens avant d'engager le Canada dans cette voie tout à fait désastreuse pour la paix mondiale?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Premièrement, monsieur le Président, en ce qui concerne l'Institut, je dirai à l'honorable député que ce dernier était appuyé et en fait amélioré par les députés de ce parti-ci, et aujourd'hui l'indépendance de cet institut est appuyée activement par le gouvernement canadien actuel.

En ce qui concerne l'invitation des États-Unis, j'aimerais signaler que nous sommes en train de la considérer. En ce qui concerne une consultation avec le public canadien, il y a eu consultation avec le public canadien le 4 septembre dernier.

* * *

[Traduction]

QUESTIONS OUVRIÈRES

LE CHÔMAGE—ON DEMANDE UN OBJECTIF DE RÉDUCTION

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, je voudrais poser une question au premier ministre. Comme il se préoccupe toujours de la vérité, il sait certainement que le taux de création d'emplois des six derniers mois est inférieur au taux des six mois précédents et que le taux de chômage a augmenté au cours de trois des quatre derniers mois pour lesquels les chiffres ont été publiés.

Puisque le Parlement du Canada s'était fixé dans le passé certains objectifs pour faire baisser le taux d'inflation qui ont fini par être atteints, le gouvernement se fixera-t-il maintenant le même genre d'objectif à l'égard du chômage et le premier ministre engagera-t-il son gouvernement à faire baisser le chômage, d'au moins 2.5 p. 100, par exemple, au cours des 12 prochains mois?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, j'imagine que si le député, le chef de l'opposition ou quiconque d'autre avait une formule à me proposer pour faire baisser le chômage de 2.5 p. 100 au cours des quelques prochains mois, je m'empresserais de l'accepter et de l'en remercier et je sais que tous les Canadiens feraient de même.

De fait, ce que nous essayons de faire, avec un certain succès à mon avis, c'est de faire baisser les taux d'intérêt, de restreindre les dépenses gouvernementales et de créer un climat propice à l'investissement pour créer des emplois. Selon certains indicateurs, les taux d'intérêt ont effectivement baissé et les investissements étrangers et canadiens ont augmenté. Nous avons notamment mis en œuvre des instruments de croissance et de prospérité économique dans l'ouest du Canada qui entraîneront la création d'un nombre proportionnellement élevé d'emplois dans l'Est et ailleurs. A mon avis, tout cela, joint au désir sincère du gouvernement du Canada de créer un climat qui récompensera le risque et l'esprit d'entreprise, favorisera le secteur de la petite entreprise, c'est-à-dire ceux qui prennent les risques pour créer des emplois, comme les agriculteurs, les pêcheurs, et les petits exploitants, et cela leur permettra de créer des emplois pour les Canadiens.